CISI HOLDING
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 117 569 970 F
SIEGE SOCIAL : 29, rue Galilée à 75116 PARIS
R.C.S. PARIS B 692 000 946

*****

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 15 NOVEMBRE 2000 A 15 HEURES
TENUE AU 29, RUE GALILEE
75116 PARIS

*****

Greffe du Tribunal de
Commerce de Paris
- 1 DEC 2000
N° 71958

L'an deux mil, le 15 novembre à 15 heures, au 29 rue Galilée à 75116 PARIS, les actionnaires de la société CISI Holding, S.A. au capital de 117 569 970 F, divisé en 47 027 988 actions de 2,50 F, se sont réunis en Assemblée Générale Mixte sur convocation de leur Président.

Il est dressé une feuille de présence qui est signée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par M. Yazid SABEG, Président.

MM. Bernard DEGOUL, représentant CS COMMUNICATION & SYSTEMES et Eric BLANC-GARIN, titulaires ou représentants du plus grand nombre d'actions, acceptant ces fonctions, sont appelés comme scrutateurs.

Mme Béatrice QUILLET est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le tout conformément aux statuts.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que les actionnaires présents ou représentés possèdent 47 026 754 des actions sur les 47 027 988 actions composant le capital et que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

M. Bernard SCHEIDECKER, représentant le Cabinet CALAN, RAMOLINO & Associés, Commissaire aux comptes, est absent excusé.

Le Président rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. ***regroupement des actions de la société ;***
2. ***modification des statuts de la société afin de les rendre comparables à ceux de CS Communication & Systèmes ;***
3. ***Nomination d'un co-commissaire aux comptes titulaire et d'un co-commissaire aux comptes suppléant ;***
4. ***pouvoirs pour formalités.***

Le Président dépose sur le bureau et présente à l'assemblée :
1) les copies des lettres adressées aux actionnaires,
2) la feuille de présence revêtue de la signature des membres du bureau,
3) les pouvoirs des actionnaires représentés,
4) les comptes annuels,
6) le rapport du conseil d'administration,
7) le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur le regroupement d'actions non cotées,
8) le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital,
9) un exemplaire des statuts.

Le Président déclare que, tous les documents devant, d'après la législation sur les sociétés commerciales, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'assemblée et que la société a satisfait dans les délais légaux aux demandes d'envoi de documents dont elle a été saisie en application des textes en vigueur ; l'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Lecture est donnée du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux comptes.

La discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées et le Président fournit les précisions qui lui sont demandées. M. Bernard DEGOUL, représentant la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, propose d'apporter des modifications aux onzième, seizième et vingt-quatrième et vingt-sixième résolutions, que le Président accepte de soumettre au vote de l'assemblée, à la suite du vote des résolutions initialement envisagées.

Le bureau de l'assemblée met alors aux voix les projets de résolutions.

ASSEMBLEE STATUANT A TITRE EXTRAORDINAIRE

Première résolution
(Regroupement des actions de la société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et des rapports du commissaire aux comptes décide de regrouper les actions par échange de 40 actions anciennes de 2,50 Francs de nominal chacune contre 1 action nouvelle de 100 Francs de nominal chacune.

L'échange des actions anciennes contre les actions portant la nouvelle valeur nominale résultant du regroupement s'opérera en respectant la procédure suivante :

- inscription d'office par la société dans de nouveaux comptes du nombre entier d'actions revenant à chacun des actionnaires et clôture des anciens comptes, à l'exception des actions détenues par Signoval permettant à celle-ci de servir la contrepartie des offres et des demandes de chacun des actionnaires portant sur les droits formant rompus ;
- inscription des actions non attribuées correspondant aux droits formant rompus à un compte spécial ;
- envoi aux actionnaires d'une attestation d'inscription des actions qui leur sont attribuées et demande d'instructions pour l'utilisation des droits formant rompus, étant entendu que chaque actionnaire devra donner une instruction pour l'ensemble de ses actions formant rompus ;
- régularisation des comptes après réception et exécution de l'ensemble des instructions relatives aux droits formant rompus.

Les actionnaires qui n'auraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions formant rompu, de manière à permettre la réalisation des opérations de regroupement, compte tenu de l'engagement de Signoval visé ci-dessous.

L'assemblée générale prend acte de ce que les actions anciennes formant rompus pourraient ne pas être admises aux négociations du premier marché de Parisbourse^{SBF} SA dans l'hypothèse d'une admission des actions nouvelles à ces négociations.

L'assemblée générale constate l'engagement de Signoval de servir pendant un délai de deux ans, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre des titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés et fixe le prix du rompu à 9,70 francs par action ancienne, tant à l'achat qu'à la vente ou, si les actions anciennes de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, au cours de bourse, étant entendu que les actions anciennes pourraient ne pas être cotées.

L'assemblée générale constate également que l'engagement de Signoval de servir pendant un délai de deux ans au prix visé ci-dessus, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre d'actions bénéficie aux porteurs des bons de souscription d'actions émis par la société dans la mesure où le titulaire de bons de souscription ne disposerait pas, à la suite de l'exercice de l'intégralité de ses bons, d'un nombre d'actions anciennes lui permettant d'obtenir un nombre entier d'actions nouvelles.

Alternativement, si les porteurs de bons de souscription, dans la mesure où ils ne souhaitent pas bénéficier de l'engagement de Signoval visé ci-dessus, après l'exercice de l'intégralité de leurs bons, et dans la mesure où ils souhaiteraient exercer leurs bons de souscription contre des actions nouvelles, à raison de 40 bons pour 1 action nouvelle de nominal 100 Francs, disposeront, s'ils ne détiennent pas suffisamment de bons, de la faculté d'obtenir le règlement de leurs rompus en numéraire par la société conformément à l'article 174-5 du décret du 23 mars 1967 ou tout texte qui s'y substituera.

Les opérations matérielles du regroupement commenceront le 8 décembre 2000 et porteront sur toutes les actions existant au jour de la mise en oeuvre du regroupement et sur celles qui pourraient être crées ultérieurement par exercice des bons de souscription d'actions émis par la société.

L'assemblée générale décide qu'à l'issue des opérations de regroupement, les actions formant rompus et qui ne pourront être regroupées par Signoval seront annulées par dotation d'un compte de primes et réduction corrélative du capital, soit au maximum 39 actions anciennes, ainsi que cela a été accepté par Signoval.

Les actions nouvelles issues du regroupement seront délivrées sous la forme nominative.
A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date initiale des opérations de regroupement, soit le 7 décembre 2002 (inclus), les actions non présentées en vue de leur regroupement perdront leur droit de vote et leur droit au dividende sera suspendu. Signoval disposera, pour procéder au regroupement de ses actions, d'un délai supplémentaire d'un mois à compter de l'expiration du délai de deux ans visé ci-dessus, pendant lequel les droits de vote et au dividende attachés aux actions concernées demeureront applicables.

Les dividendes dont le paiement aura été suspendu en application du paragraphe précédent seront, en cas de regroupement ultérieur, versés au propriétaire des actions anciennes dans la mesure où ils n'auront pas été atteints par la prescription.

L'assemblée générale constate que, conformément à l'article L 228-6 du code de commerce, le conseil d'administration pourra mettre en vente les titres dont les ayants droit n'ont pas demandé la délivrance, à la condition d'avoir procédé, deux ans au moins à l'avance, à une publicité insérée dans un journal financier à grand tirage.

Les actions nouvelles présenteront les mêmes caractéristiques et conféreront de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créances que les actions anciennes qu'elles remplaceront.

Sous réserve de ce qui est précisé ci-dessus, les actions anciennes formant rompus conserveront les mêmes droits que les actions nouvelles proportionnellement à la fraction du capital qu'elles représentent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Deuxième résolution
(Pouvoirs)

Tous pouvoirs sont donnés au conseil d'administration et à son président pour la réalisation matérielle dudit regroupement des actions formant le capital de la société et pour la réduction du capital résultant de l'annulation d'un maximum de 39 actions de nominal 2,50 francs correspondant aux rompus existant à l'issue de l'opération de regroupement et généralement prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités nécessaires à la réalisation du regroupement des actions capital y compris différer les opérations de regroupement et modifier les statuts à l'occasion de la mise en oeuvre du regroupement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Troisième résolution
(Modification de l'article 1 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier l'article 1er des statuts pour adopter l'article 1er du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Quatrième résolution
(Modification de l'article 2 des statuts et renumérotation de l'article 3 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier l'article 2 des statuts pour le remplacer par l'article 3 du projet de statuts annexé au présent document, l'ancien article 3 des statuts devenant l'article 2 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Cinquième résolution
(Modification de l'article 4 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier l'article 4 des statuts pour adopter l'article 4 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Sixième résolution
(Modification de l'article 5 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier l'article 5 des statuts pour adopter l'article 5 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Septième résolution
(Modification de l'article 6 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de modifier l'article 6 des statuts pour adopter l'article 6 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Huitième résolution
(Suppression des articles 7, 8 et 9 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 7, 8 et 9 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Neuvième résolution
(Adoption d'un nouvel article 7 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'adopter l'article 7 du projet de statuts annexé au présent document.

L'assemblée générale prend acte de ce que le nouvel article 7 institue une procédure de déclaration de franchissement de seuils statutaires, applicable à tout actionnaire qui vient à posséder ou contrôler, directement ou indirectement, seul ou avec d'autres actionnaires au sens de la loi, 1% au moins du capital ou des droits de vote de la société, renouvelable sans limitation pour la détention de chaque fraction additionnelle de 1% du capital ou des droits de vote, ou dont la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils précédemment déclarés, à compter de l'admission des actions de la société aux négociations du premier marché de Parisbourse^{SBF} SA.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Dixième résolution
(Suppression de l'article 10 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer l'article 10 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Onzième résolution
(Adoption d'un nouvel article 8 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'adopter l'article 8 du projet de statuts annexé au présent document, étant entendu que l'Assemblée Générale adopte la proposition de modification de l'article 8 présentée en séance, de sorte que l'article 8 est désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 8 Transmission des actions

Les actions inscrites en compte se transmettent par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé soit par le cédant, soit, si les actions cédées ne sont pas entièrement libérées, par le cédant et le cessionnaire.
Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls cessibles.
Toute cession à un tiers, volontaire ou forcée, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la société, dans les termes des articles L. 228-23 et L. 228-24 du Code de Commerce et de l'article 207 du décret du 23 mars 1967.
Toutefois, cet agrément n'a pas à être requis dans les cas suivants :
a - succession,
b - liquidation de communauté de biens entre époux
c - cession à une personne physique ou morale déjà actionnaire de la société
d - cession à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant de l'actionnaire titulaire des actions à transférer.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Douzième résolution
(Suppression des articles 11, 12 et 13 et 14 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 11, 12 et 13 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Treizième résolution
(Adoption d'un nouvel article 9 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'adopter l'article 9 du projet de statuts annexé au présent document,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Quatorzième résolution
(Adoption d'un nouvel article 10 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide d'adopter l'article 10 du projet de statuts annexé au présent document,

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Quinzième résolution
(Suppression de l'article 15 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer l'article 15 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Seizième résolution
(Suppression des articles 16 à 25 des statuts et adoption des articles 11 à 19 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 16 à 25 des statuts relatifs à l'administration et à la direction de la société et de les remplacer par les articles 11 à 19 du projet de statuts annexé au présent document, étant entendu que l'Assemblée Générale adopte la proposition de modification de l'article 12 présentée en séance, de sorte que l'article 12 est désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 12 Administrateurs

1) Les administrateurs sont nommés pour trois ans, sauf l'effet du renouvellement et des limitations ci-après.
   Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra excéder le tiers, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, des administrateurs en fonction.
   En cas de dépassement de cette proportion du tiers, il appartient au Conseil d'Administration de désigner les membres réputés démissionnaires.
   En cas de vacances par décès ou par démission ou éventuellement par toute autre cause admise par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il est tenu de faire dans un délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum prévu par les présents statuts sans toutefois être inférieur au minimum légal.

2) Chaque administrateur doit être propriétaire de dix actions de la société au moins dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.
3) Les administrateurs reçoivent des jetons de présence, dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et que le Conseil répartit librement entre ses membres.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Dix-septième résolution
(Suppression de l'article 26 des statuts et adoption de l'articles 20 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer l'article 26 des statuts et de le remplacer par l'article 20 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Dix-huitième résolution

(Suppression des articles 27 à 40 des statuts et adoption des articles 21 à 29 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 27 à 40 des statuts relatifs aux assemblées générales d'actionnaires de la société et de les remplacer par les articles 21 à 29 du projet de statuts annexé au présent document.

L'assemblée générale prend acte de ce que le nouvel article 23 prévoit d'attribuer aux actions entièrement libérées, pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même titulaire, un droit de vote double.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Dix-neuvième résolution

(Suppression des articles 41 à 43 des statuts et adoption des articles 30 à 32 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 41 à 43 des statuts relatifs à l'année sociale et au partage des bénéfices et de les remplacer par les articles 30 à 32 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingtième résolution

(Suppression des articles 44 à 46 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 44 à 46 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt-et-unième résolution

(Suppression des articles 47 à 48 des statuts et adoption des articles 33 à 34 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 47 à 48 des statuts relatifs à la dissolution et à la liquidation de la société et de les remplacer par les articles 33 à 34 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt-deuxième résolution

(Suppression de l'article 49 des statuts et adoption de l'articles 35 du projet de statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer l'article 49 des statuts relatif aux contestations et de le remplacer par l'article 35 du projet de statuts annexé au présent document.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt-troisième résolution
(Suppression des articles 50 et 51 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de supprimer les articles 50 et 51 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt-quatrième résolution
(Adoption des statuts en texte intégral)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide que les statuts auront dorénavant la rédaction suivante, tenant compte de l'adoption des résolutions qui précèdent, ainsi que des modifications proposées à la seizième résolution.

TITRE PREMIER
Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

ARTICLE 1er Forme
La société est de forme anonyme

ARTICLE 2 Dénomination
La dénomination de la société est : CISI Holding.

ARTICLE 3 Objet
La société a pour objet, dans tous pays :

- toutes prestations, soit par elle-même, soit par tous autres modes sans exception, dans les domaines de l'informatique, de l'ingénierie informatique, de l'automatique, de la bureautique, de la robotique, de la visionnique et de toutes les sciences ou techniques connexes ;
- l'exploitation en tous pays de toutes entreprises industrielles ayant trait notamment aux applications de l'électronique, de l'informatique, de la téléphonie, de la mécanique, de l'électricité et de toutes autres activités connexes ;
- la prise, directement ou indirectement, de toutes participations dans des entités exerçant leur activité dans le cadre de l'objet susvisé et ce, par tous les moyens appropriés, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'achats, d'échanges de titres ou droits sociaux, de fusions, de transformations, d'associations en participation ou autrement, ou encore, dans le cadre de Groupements d'Intérêts Economique créés ou à créer ;
- la gestion des participations dans les entités susvisées avec en contrepartie, le versement éventuel d'une rémunération, et notamment :

  - l'assistance de ces entités à la fois dans les domaines technique, commercial, juridique, financier et en particulier dans les négociations permettant à ces entités d'obtenir des contrats, des marchés ou des accords ;
  - le placement et la gestion des fonds leur appartenant et l'octroi à ces entités de toutes avances de trésorerie et de toutes cautions, avals ou garanties si elle le juge nécessaire ;
  - l'étude, la recherche, le dépôt, l'acquisition, l'exploitation, la cession, l'apport ou la concession de tous brevets, licences de brevets, procédés et secrets de fabrication, marques de fabrique et de commerce et ou autres droits de propriété industrielle ;

et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, techniques, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet susvisé, ainsi qu'à tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter la réalisation et le développement.

ARTICLE 4 Siège
Le siège social est à Paris (75116), 29, rue Galilée.
Au cas où le siège social est déplacé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur, le nouveau lieu est d'office substitué à l'ancien dans le présent article.

ARTICLE 5 Durée
La durée de la société est fixée à quatre vint dix neuf années à compter du 10 janvier 1969, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II
Capital social - Actions

ARTICLE 6 Capital Social

Le capital social de la société est fixé à la somme de 117.569.970 Francs

Il est divisé en 47.027.988 actions de 2,50 Francs nominal chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 7 Actions

Les actions sont nominatives jusqu'à leur libération. Après leur libération, elles sont nominatives ou, à compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, au porteur, au choix de l'actionnaire.
Elles sont inscrites en comptes tenus par la société ou un intermédiaire habilité selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, la société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionnariat et à la détention de ses actions et de tout titre permettant, par échange, conversion ou remboursement ou autrement d'obtenir des actions à droit de vote, conformément aux dispositions de l'article L.228-2 du Code de Commerce.

A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions des droits de vote attachés au capital, tout actionnaire qui vient à posséder ou contrôler, directement ou indirectement, ou encore de concert avec d'autres actionnaires au sens de la loi, 1% au moins du capital ou des droits de vote de la société, doit en informer la société. Cette obligation supplémentaire est gouvernée par les mêmes dispositions que celles qui régissent l'obligation légale ; la déclaration de franchissement de seuil est faite dans le même délai que celui de l'obligation légale par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou télex indiquant si les actions sont ou non possédées pour le compte, sous le contrôle ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales. Elle est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 1% du capital ou des droits de vote sans limitation.
Ces déclarations sont aussi effectuées, dans les mêmes délais et selon les mêmes formes, lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils précédemment déclarés quelle qu'en soit la raison.
Elles précisent, en outre, la date de franchissement de seuil, le nombre de titres possédés par le déclarant donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.
En cas de non-respect de l'obligation prévue au premier alinéa du présent paragraphe, la sanction légale comportant privation du droit de vote est appliquée, si elle ne l'est d'office, sur simple demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à 1%. Cette sanction est indépendante de celle qui peut être prononcée par décision judiciaire sur demande du Président, d'un actionnaire ou de la Commission des Opérations de Bourse.

ARTICLE 8 Transmission des actions

Les actions inscrites en compte se transmettent par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé soit par le cédant, soit, si les actions cédées ne sont pas entièrement libérées, par le cédant et le cessionnaire.
Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls cessibles.
Toute cession à un tiers, volontaire ou forcée, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la société, dans les termes des articles L. 228-23 et L. 228-24 du Code de Commerce et de l'article 207 du décret du 23 mars 1967.
Toutefois, cet agrément n'a pas à être requis dans les cas suivants :
a - succession,
b - liquidation de communauté de biens entre époux
c - cession à une personne physique ou morale déjà actionnaire de la société
d - cession à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant de l'actionnaire titulaire des actions à transférer.

ARTICLE 9 Indivisibilité des Actions

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action, sous réserve des cas prévus par la loi.

ARTICLE 10 Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux délibérations de l'assemblée générale.
Toutes les actions qui composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation, seront répartis entre toutes les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires, tout en tenant compte, éventuellement, du montant nominal et non amorti des actions et des droits des actions de catégories différentes, les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

TITRE III
Administration de la Société

ARTICLE 11 Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus.
Leur nomination ou la ratification de leur nomination est effectuée par l'assemblée générale.

ARTICLE 12 Administrateurs

4) Les administrateurs sont nommés pour trois ans, sauf l'effet du renouvellement et des limitations ci-après.
Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra excéder le tiers, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, des administrateurs en fonction.

En cas de dépassement de cette proportion du tiers, il appartient au Conseil d'Administration de désigner les membres réputés démissionnaires.
En cas de vacances par décès ou par démission ou éventuellement par toute autre cause admise par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il est tenu de faire dans un délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum prévu par les présents statuts sans toutefois être inférieur au minimum légal.

5) Chaque administrateur doit être propriétaire de dix actions de la société au moins dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.
6) Les administrateurs reçoivent des jetons de présence, dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et que le Conseil répartit librement entre ses membres.

ARTICLE 13 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et prendre toute décision relative à tous actes d'administration et de disposition.
Le Conseil exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 14 Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation.
La présence effective de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire pour la validité d'une délibération.
Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.
Néanmoins, les administrateurs peuvent, sous leur responsabilité, se faire représenter aux délibérations du Conseil, mais seulement par un pouvoir spécial et pour un objet déterminé, par un de leurs collègues, sans toutefois qu'aucun de ceux-ci puisse représenter plus d'un vote en sus du sien.
Le pouvoir nécessaire, qui demeurera annexé au procès-verbal, peut-être donné par tout moyen conforme à la loi.

ARTICLE 15 Délibérations du Conseil d'Administration

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial, tenu au siège social de la société, et signé par le président de séance et un des administrateurs qui y ont pris part ou le secrétaire.
Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations, qui peuvent être établis par tous les moyens de reproduction existants, sont valablement certifiés par le président du Conseil d'Administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 Présidence du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président et, éventuellement, un ou plusieurs vice-présidents qui exercent leurs fonctions jusqu'à décision contraire du Conseil.
Les fonctions du président doivent prendre fin au plus tard à l'issue de l'assemblée générale ordinaire suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge de 68 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration, dans la réunion qui suit cette assemblée, peut, en une ou plusieurs fois, proroger cette limite pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.
En cas d'absence ou d'empêchement du président, le Conseil désigne un président de séance choisi parmi les vice-présidents ou, à défaut, parmi les administrateurs.
Le Conseil peut, en outre, désigner un secrétaire, actionnaire ou non.

ARTICLE 17 Direction de la Société

Le président, élu par les membres du Conseil d'Administration et qui doit être une personne physique, assume sous sa responsabilité la direction générale de la société.
Il a de plein droit, dans la limite de l'objet social et avec faculté de substituer autant de mandataires spéciaux qu'il avisera, tous pouvoirs pour assumer lesdites fonctions, sous réserves des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration.
Sur la proposition du président, le Conseil d'Administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques, administrateurs ou non, d'assister le président à titre de directeur général. Le nombre maximum de directeurs généraux susceptibles d'être nommés est fixé à cinq personnes physiques, à la condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.
L'âge limite pour les fonctions de directeur général est de 65 ans. Toutefois, lorsqu'un directeur général en fonction atteint l'âge de 65 ans, le Conseil d'Administration peut, sur la proposition de son président, proroger, en une ou plusieurs fois, ses fonctions de directeur général pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.

Le ou les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du président.
En cas de décès, de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.
En accord avec son président, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux.
Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 18 Remplacement du Président

Dans le cas où le président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pour une cause quelconque, le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de celle-ci à un administrateur pour une durée n'excédant pas six mois.
En outre, le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs administrateurs ou à des tiers, actionnaires ou non, avec ou sans faculté de substituer, tous pouvoirs et tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 Comités

Le Conseil d'Administration peut nommer des comités consultatifs composés soit d'administrateurs, soit de directeurs, soit d'administrateurs et de directeurs de la société.

TITRE IV
Commissaires aux comptes

ARTICLE 20 Nomination et Fonctions

Le contrôle de la société est effectué par deux commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ordinaire et qui exercent leur mission conformément à la loi.
L'assemblée générale ordinaire nomme également deux commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès des titulaires.

TITRE V
Assemblées générales des actionnaires titulaires d'actions ordinaires

ARTICLE 21 Principes généraux

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux présents statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.
L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.
Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire ; ce délai de six mois peut être prolongé par décision de justice.
Des assemblées générales, soit ordinaires, dites "ordinaires réunies extraordinairement", soit extraordinaires, peuvent en outre être réunies à toute époque de l'année.

ARTICLE 22 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent être également convoquées :
1°) par les commissaires aux comptes ;
2°) par un mandataire, désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.
Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Ce délai est réduit à six jours pour les assemblées générales réunies sur deuxième convocation et pour les assemblées prorogées.
Les convocations sont faites au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.
Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

ARTICLE 23 Participation

Le droit de participer aux assemblées est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à l'inscription en compte de l'actionnaire ;

- pour les titulaires d'actions au porteur, au dépôt aux lieux indiqués par l'avis de convocation, des actions au porteur ou d'un certificat de dépôt délivré par la banque, l'établissement financier ou le dépositaire de ces actions ou d'un certificat de l'intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.
Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application aux assemblées générales assimilées aux assemblées constitutives des dispositions de l'article L. 225-10 du Code de Commerce.
Par dérogation aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.
En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, auront également un droit de vote double.
Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante ou bénéficiaire de la scission, si les statuts de celle-ci l'ont institué. Dans ce cas, le délai permettant l'attribution d'un droit de vote double, est calculé à partir de la date d'inscription nominative dans les livres de la Société.
Le droit de vote attaché à l'action et, par conséquent, le droit d'assister à l'assemblée générale, appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.
Il appartient au propriétaire des titres remis en gage.
Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun, lequel, en cas de désaccord, est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.
Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux assemblées générales par son conjoint ou par un autre actionnaire.
La procuration donnée pour se faire représenter à une assemblée par un actionnaire est signée par celui-ci et indique son nom, prénom usuel et domicile.
Elle peut désigner nommément un mandataire qui n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.
Le mandat ne vaut que pour une seule assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jour.
Tout actionnaire peut voter par correspondance, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 24 Présidence - bureau de l'assemblée

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.
En cas de convocation par les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée.
Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.
Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 25 Feuille de présence

A chaque assemblée, est tenue, dans les conditions prévues par la loi, une feuille de présence dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 26 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
Toutefois, un ou plusieurs actionnaires, représentant la fraction du capital social exigée par la loi, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.
L'assemblée ne peut délibérer sur une question si elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.
L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation ou en cas de prorogation.

ARTICLE 27 Procès Verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, tenu au siège social, côté et paraphé.
Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le président du Conseil ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

ARTICLE 28 Assemblée Générale Ordinaire

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.
Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau dans les formes et délais ci-dessus prévus : cette convocation rappelle la date de la première réunion.
L'assemblée générale réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées, mais ses délibérations ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.
Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés .
Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.
L'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de quorum et de majorité visées à l'article ci-dessus exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

ARTICLE 29 Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi.
Elle peut également décider l'augmentation du capital, de quelque manière que ce soit, sous réserve des conditions spéciales de quorum et de majorité ci-après précisées.
Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.
L'assemblée générale extraordinaire ne peut, sur première convocation, délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.
Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau selon les mêmes formes et dans les délais ci-dessus prévus. Sur cette deuxième convocation, l'assemblée délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première assemblée.
A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus. L'assemblée prorogée est convoquée dans les formes et délais ci-dessus prévus ; elle ne délibère valablement et seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.
Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.
L'assemblée générale extraordinaire statuant sur une proposition tendant à augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, délibère valablement :

- sur première convocation, si les actionnaires présents ou représentés possèdent le quart au moins des actions ayant droit de vote,
- sur une seconde convocation, quel que soit le nombre des actions représentées.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.
L'assemblée générale extraordinaire ne peut décider une augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions qu'à l'unanimité des actionnaires réunissant la totalité des actions composant le capital, à moins que cette augmentation de capital ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

TITRE VI
Année Sociale - Bilans

ARTICLE 30 Exercice Social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 31 Comptes Annuels

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.
Il établit également le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

TITRE VII
Partage des Bénéfices

ARTICLE 32 Partage des Bénéfices

Le bénéfice de l'exercice est constitué par les produits de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales de la société, y compris tous amortissements et provisions.
Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.
Le solde, diminué comme il vient d'être dit et augmenté, si l'assemblée générale en décide ainsi, du report à nouveau bénéficiaire et de prélèvements sur les réserves dont elle a la disposition, sous déduction de sommes reportées à nouveau par ladite assemblée ou portées par elle à un ou plusieurs fonds de réserve est reparti aux actions sans distinction.
L'assemblée générale a la facture d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

TITRE VIII
Dissolution – Liquidation

ARTICLE 33 Perte de la moitié du capital social

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

En cas de continuation d'activité, le capital doit être, dans le délai prévu par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 34 Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs.
Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé à rembourser le capital nominal des actions ordinaires.
Le surplus sera réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.
La clôture de la liquidation est publiée conformément à la loi.

TITRE IX
Contestations

ARTICLE 35 Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt cinquième résolution
(modification du nouvel article 2 des statuts)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration, décide , sous condition de la réalisation de la fusion envisagée avec CS Communication & Systèmes, de modifier le nouvel article 2 des statuts refondus afin que la société adopte la dénomination de CS Communication & Systèmes à compter de la réalisation de cette fusion et en conséquence de modifier à compter de la réalisation de cette fusion l'article 2 comme suit.
« La dénomination de la société est : **CS Communication & Systèmes**, par abréviation **CS**. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt-sixième résolution
(modification du nouvel article 8 des statuts)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, sous condition de la réalisation de la fusion envisagée avec CS Communication & Systèmes, décide de modifier le nouvel article 8 des statuts refondus afin de supprimer la procédure d'agrément pour la transmission des actions, d'adopter la proposition de modification de la vingt-sixième résolution présentée en séance, et en conséquence de modifier à compter de la réalisation de cette fusion l'article 8 comme suit,
« Les actions inscrites en compte se transmettent par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé soit par le cédant, soit, si les actions cédées ne sont pas entièrement libérées, par le cédant et le cessionnaire.
Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls cessibles. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

ASSEMBLEE STATUANT A TITRE ORDINAIRE

Vingt septième résolution
(nomination d'un co-commissaire aux comptes titulaire)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de nommer le Cabinet PGA, Tour Franklin, La Défense 8, 92042 La Défense Cédex, représenté par M. Philippe MONGIN, comme co-Commissaire aux comptes titulaire, Le mandat du Cabinet PGA
expirera lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt huitième résolution
(nomination d'un co-commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de nommer le M. Gilles PUISSOCHET, 41, rue Ybry, 92576 NEUILLY sur Seine Cédex, comme co-Commissaire aux comptes suppléant, Le mandat de M. Gilles PUISSOCHET expirera lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2005.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

Vingt neuvième résolution
(Pouvoirs pour formalités)

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée générale, en vue de l'accomplissement de toutes formalités, y compris de procéder à la modification des statuts selon les résolutions ci-dessus.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des personnes présentes ou représentées.

****

Rien n'étant plus à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 15 heures 45.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les membres du bureau.

Les Scrutateurs **Le Président** **Le Secrétaire**

Pour extrait certifié conforme,
à Paris, le .....
Le Président

Yazid SABEG

CISI HOLDING

Société Anonyme au capital de 117.569.970 Francs
Siège Social : 29, rue Galilée
75116 Paris
RCS Paris B 692.000.946

EXTRAIT DU
PROCES-VERBAL DE LA DELIBERATION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU 15 NOVEMBRE 2000 A 16 HEURES

La séance est ouverte au 29, rue Galilée, 75116 PARIS, sous la présidence de M. Yazid SABEG, Président du conseil.

Les administrateurs se sont réunis sur convocation de leur Président.

Etaient présents
MM. Yazid SABEG, Eric BLANC-GARIN, Bernard DEGOUL, Administrateurs ; Mme Béatrice QUILLET, faisant fonction de secrétaire du conseil.

Etait absent, excusé :
Le Cabinet CALAN, RAMOLINO & Associés, Commissaires aux comptes.

Le Conseil réunissant le nombre de membres suffisant, conformément aux dispositions légales et statutaires, peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Conseil s'est réuni à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

....
2. *Constatation de l'augmentation du capital résultant de l'exercice de bons de souscription autonomes ;*
3. *Pouvoirs pour les formalités ;*

...

RECETTE PRINCIPALE DES IMPÔTS
PARIS 16ème – CHAILLOT
VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
Le 27 NOV. 2000
Bord. 525 Case 20 F° 85
REÇU - Dt DE TIMBRE 160 F
- Dts D'ENREGt 1500 F
Le Receveur Principal :


FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

...
...
...

2) CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL RESULTANT DE L'EXERCICE DE BONS DE SOUSCRIPTION AUTONOMES

Le Président, informe les membres du conseil de l'exercice le 13 novembre 2000 par CS COMMUNICATIONS & SYSTEMES de 13 020 666 bons de souscription d'actions CISI HOLDING qu'elle détenait, pour une valeur unitaire de FF 3,34. Le Conseil, à l'unanimité, constate l'augmentation du capital de la société d'un montant de 32.551.665 francs assortie d'une prime d'émission de 10.937.359,44 francs par création de 13.020.666 actions nouvelles et décide en conséquence de modifier l'article 6 des statuts comme suit :

"Le capital social de la société est fixé à la somme de 150.121.635 Francs.

Il est divisé en 60.048.654 actions de 2,50 Francs nominal chacune, entièrement libérées et de même catégorie".

...
...
...

4) POUVOIRS POUR LES FORMALITES

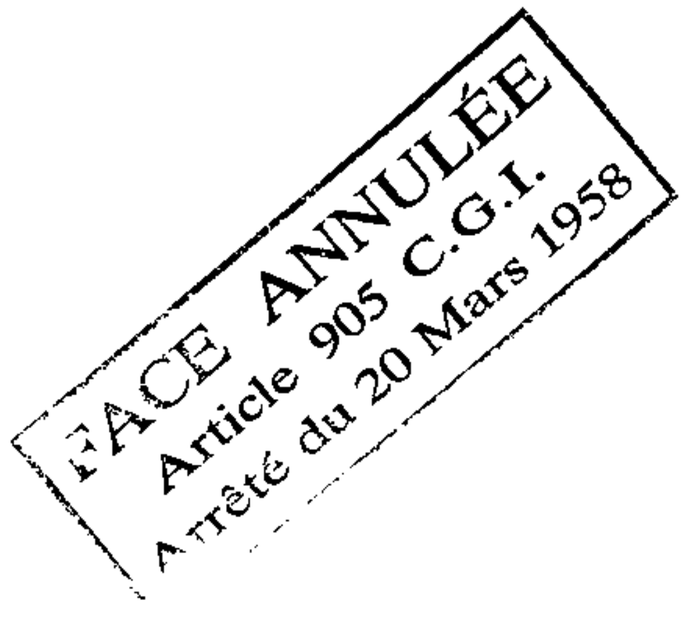
Le Conseil donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès verbal, à l'effet d'effectuer toutes formalités requises par la loi.

...
...
...

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est à 16 heures 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président et un administrateur présent.

Le Président **Un administrateur**


FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

Pour copie certifiée conforme,
à Paris, le .....
Le Président

Yazid SABEG

CISI HOLDING

Société anonyme au capital de 117.569.970 Francs

Siège Social : 29, rue Galilée - 75116 Paris

RCS PARIS B 692.000.946

STATUTS

Mis à jour lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 novembre 2000

TITRE PREMIER
Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

ARTICLE 1er Forme

La société est de forme anonyme

ARTICLE 2 Dénomination

La dénomination de la société est : CISI Holding.

ARTICLE 3 Objet

La société a pour objet, dans tous pays :

- toutes prestations, soit par elle-même, soit par tous autres modes sans exception, dans les domaines de l'informatique, de l'ingénierie informatique, de l'automatique, de la bureautique, de la robotique, de la visionnique et de toutes les sciences ou techniques connexes ;
- l'exploitation en tous pays de toutes entreprises industrielles ayant trait notamment aux applications de l'électronique, de l'informatique, de la téléphonie, de la mécanique, de l'électricité et de toutes autres activités connexes ;[1]
- la prise, directement ou indirectement, de toutes participations dans des entités exerçant leur activité dans le cadre de l'objet susvisé et ce, par tous les moyens appropriés, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscriptions, d'achats, d'échanges de titres ou droits sociaux, de fusions, de transformations, d'associations en participation ou autrement, ou encore, dans le cadre de Groupements d'Intérêts Economique créés ou à créer ;
- la gestion des participations dans les entités susvisées avec en contrepartie, le versement éventuel d'une rémunération, et notamment :
  - l'assistance de ces entités à la fois dans les domaines technique, commercial, juridique, financier et en particulier dans les négociations permettant à ces entités d'obtenir des contrats, des marchés ou des accords ;
  - le placement et la gestion des fonds leur appartenant et l'octroi à ces entités de toutes avances de trésorerie et de toutes cautions, avals ou garanties si elle le juge nécessaire ;
  - l'étude, la recherche, le dépôt, l'acquisition, l'exploitation, la cession, l'apport ou la concession de tous brevets, licences de brevets, procédés et secrets de fabrication, marques de fabrique et de commerce et ou autres droits de propriété industrielle ;
- et d'une façon générale, toutes opérations commerciales, techniques, industrielles, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet susvisé, ainsi qu'à tous objets similaires ou connexes et susceptibles d'en faciliter la réalisation et le développement.

ARTICLE 4 Siège

Le siège social est à Paris (75116), 29, rue Galilée.

Au cas où le siège social est déplacé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur, le nouveau lieu est d'office substitué à l'ancien dans le présent article.

ARTICLE 5 Durée

La durée de la société est fixée à quatre vint dix neuf années à compter du 10 janvier 1969, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II
Capital social - Actions

ARTICLE 6 Capital Social

Le capital social de la société est fixé à la somme de 117.569.970 Francs

Il est divisé en 47.027.988 actions de 2,50 Francs nominal chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 7 Actions

Les actions sont nominatives jusqu'à leur libération. Après leur libération, elles sont nominatives ou, à compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, au porteur, au choix de l'actionnaire.

Elles sont inscrites en comptes tenus par la société ou un intermédiaire habilité selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, la société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionnariat et à la détention de ses actions et de tout titre permettant, par échange, conversion ou remboursement ou autrement d'obtenir des actions à droit de vote, conformément aux dispositions de l'article L.228-2 du Code de Commerce.

A compter de l'admission des actions de la société aux négociations d'un marché réglementé, outre l'obligation légale d'informer la société de la détention de certaines fractions des droits de vote attachés au capital, tout actionnaire qui vient à posséder ou contrôler, directement ou indirectement, ou encore de concert avec d'autres actionnaires au sens de la loi, 1% au moins du capital ou des droits de vote de la société, doit en informer la société. Cette obligation supplémentaire est gouvernée par les mêmes dispositions que celles qui régissent l'obligation légale ; la déclaration de franchissement de seuil est faite dans le même délai que celui de l'obligation légale par lettre recommandée avec accusé de réception, télécopie ou télex indiquant si les actions sont ou non possédées pour le compte, sous le contrôle ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales. Elle est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 1% du capital ou des droits de vote sans limitation.

Ces déclarations sont aussi effectuées, dans les mêmes délais et selon les mêmes formes, lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils précédemment déclarés quelle qu'en soit la raison.

Elles précisent, en outre, la date de franchissement de seuil, le nombre de titres possédés par le déclarant donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

En cas de non-respect de l'obligation prévue au premier alinéa du présent paragraphe, la sanction légale comportant privation du droit de vote est appliquée, si elle ne l'est d'office, sur simple demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote au moins égale à 1%. Cette sanction est indépendante de celle qui peut être prononcée par décision judiciaire sur demande du Président, d'un actionnaire ou de la Commission des Opérations de Bourse.

ARTICLE 8 Transmission des actions

Les actions inscrites en compte se transmettent par virement de compte à compte, sur production d'un ordre de mouvement signé soit par le cédant, soit, si les actions cédées ne sont pas entièrement libérées, par le cédant et le cessionnaire.

Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls cessibles.

Toute cession à un tiers, volontaire ou forcée, à quelque titre que ce soit et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la société, dans les termes des articles L. 228-23 et L. 228-24 du Code de Commerce et de l'article 207 du décret du 23 mars 1967.

Toutefois, cet agrément n'a pas à être requis dans les cas suivants :

a - succession,

b - liquidation de communauté de biens entre époux

c - cession à une personne physique ou morale déjà actionnaire de la société

d - cession à un conjoint, à un ascendant ou à un descendant de l'actionnaire titulaire des actions à transférer.

ARTICLE 9 Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action, sous réserve des cas prévus par la loi.

ARTICLE 10 Droits et obligations attachés aux actions

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux délibérations de l'assemblée générale.

Toutes les actions qui composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la société, soit à la liquidation, seront répartis entre toutes les actions composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires, tout en tenant compte, éventuellement, du montant nominal et non amorti des actions et des droits des actions de catégories différentes, les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

TITRE III
Administration de la Société

ARTICLE 11 Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus.

Leur nomination ou la ratification de leur nomination est effectuée par l'assemblée générale.

ARTICLE 12 Administrateurs

1) Les administrateurs sont nommés pour trois ans, sauf l'effet du renouvellement et des limitations ci-après.

   Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra excéder le tiers, arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, des administrateurs en fonction.

   En cas de dépassement de cette proportion du tiers, il appartient au Conseil d'Administration de désigner les membres réputés démissionnaires.

   En cas de vacances par décès ou par démission ou éventuellement par toute autre cause admise par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il est tenu de faire dans un délai de trois mois à compter du jour où se produit la vacance lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum prévu par les présents statuts sans toutefois être inférieur au minimum légal.

2) Chaque administrateur doit être propriétaire de dix actions de la société au moins dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

3) Les administrateurs reçoivent des jetons de présence, dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et que le Conseil répartit librement entre ses membres.

ARTICLE 13 Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et prendre toute décision relative à tous actes d'administration et de disposition.

Le Conseil exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 14 Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation.

La présence effective de la moitié au moins des administrateurs en exercice est nécessaire pour la validité d'une délibération.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Néanmoins, les administrateurs peuvent, sous leur responsabilité, se faire représenter aux délibérations du Conseil, mais seulement par un pouvoir spécial et pour un objet déterminé, par un de leurs collègues, sans toutefois qu'aucun de ceux-ci puisse représenter plus d'un vote en sus du sien.

Le pouvoir nécessaire, qui demeurera annexé au procès-verbal, peut-être donné par tout moyen conforme à la loi.

ARTICLE 15 Délibérations du Conseil d'Administration

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux qui sont portés sur un registre spécial, tenu au siège social de la société, et signé par le président de séance et un des administrateurs qui y ont pris part ou le secrétaire.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations, qui peuvent être établis par tous les moyens de reproduction existants, sont valablement certifiés par le président du Conseil d'Administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 16 Présidence du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un président et, éventuellement, un ou plusieurs vice-présidents qui exercent leurs fonctions jusqu'à décision contraire du Conseil.

Les fonctions du président doivent prendre fin au plus tard à l'issue de l'assemblée générale ordinaire suivant la date à laquelle il aura atteint l'âge de 68 ans. Toutefois, le Conseil d'Administration, dans la réunion qui suit cette assemblée, peut, en une ou plusieurs fois, proroger cette limite pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le Conseil désigne un président de séance choisi parmi les vice-présidents ou, à défaut, parmi les administrateurs.

Le Conseil peut, en outre, désigner un secrétaire, actionnaire ou non.

ARTICLE 17 Direction de la Société

Le président, élu par les membres du Conseil d'Administration et qui doit être une personne physique, assume sous sa responsabilité la direction générale de la société.

Il a de plein droit, dans la limite de l'objet social et avec faculté de substituer autant de mandataires spéciaux qu'il avisera, tous pouvoirs pour assumer lesdites fonctions, sous réserves des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration.

Sur la proposition du président, le Conseil d'Administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques, administrateurs ou non, d'assister le président à titre de directeur général. Le nombre maximum de directeurs généraux susceptibles d'être nommés est fixé à cinq personnes physiques, à la condition que trois d'entre eux au moins soient administrateurs.

L'âge limite pour les fonctions de directeur général est de 65 ans. Toutefois, lorsqu'un directeur général en fonction atteint l'âge de 65 ans, le Conseil d'Administration peut, sur la proposition de son président, proroger, en une ou plusieurs fois, ses fonctions de directeur général pour une durée totale qui ne pourra dépasser trois années.

Le ou les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil sur proposition du président.

En cas de décès, de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

En accord avec son président, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 18 Remplacement du Président

Dans le cas où le président est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pour une cause quelconque, le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de celle-ci à un administrateur pour une durée n'excédant pas six mois.

En outre, le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs administrateurs ou à des tiers, actionnaires ou non, avec ou sans faculté de substituer, tous pouvoirs et tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 Comités

Le Conseil d'Administration peut nommer des comités consultatifs composés soit d'administrateurs, soit de directeurs, soit d'administrateurs et de directeurs de la société.

TITRE IV
Commissaires aux comptes

ARTICLE 20 Nomination et Fonctions

Le contrôle de la société est effectué par deux commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ordinaire et qui exercent leur mission conformément à la loi.

L'assemblée générale ordinaire nomme également deux commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès des titulaires.

TITRE V
Assemblées générales des actionnaires titulaires d'actions ordinaires

ARTICLE 21 Principes généraux

L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément à la loi et aux présents statuts obligent tous les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Chaque année, il doit être réuni, dans les six mois de la clôture de l'exercice, une assemblée générale ordinaire ; ce délai de six mois peut être prolongé par décision de justice.

Des assemblées générales, soit ordinaires, dites "ordinaires réunies extraordinairement", soit extraordinaires, peuvent en outre être réunies à toute époque de l'année.

ARTICLE 22 Convocation

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent être également convoquées :

1°) par les commissaires aux comptes ;

2°) par un mandataire, désigné en justice, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social.

Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Ce délai est réduit à six jours pour les assemblées générales réunies sur deuxième convocation et pour les assemblées prorogées.

Les convocations sont faites au moyen d'un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Les réunions ont lieu au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

ARTICLE 23 Participation

Le droit de participer aux assemblées est subordonné :

- pour les propriétaires d'actions nominatives, à l'inscription en compte de l'actionnaire ;

- pour les titulaires d'actions au porteur, au dépôt aux lieux indiqués par l'avis de convocation, des actions au porteur ou d'un certificat de dépôt délivré par la banque, l'établissement financier ou le dépositaire de ces actions ou d'un certificat de l'intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le délai au cours duquel ces formalités doivent être accomplies expire cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, sous réserve de l'application aux assemblées générales assimilées aux assemblées constitutives des dispositions de l'article L. 225-10 du Code de Commerce.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices, ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, auront également un droit de vote double.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

La fusion ou la scission de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante ou bénéficiaire de la scission, si les statuts de celle-ci l'ont institué. Dans ce cas, le délai permettant l'attribution d'un droit de vote double, est calculé à partir de la date d'inscription nominative dans les livres de la Société.

Le droit de vote attaché à l'action et, par conséquent, le droit d'assister à l'assemblée générale, appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Il appartient au propriétaire des titres remis en gage.

Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun, lequel, en cas de désaccord, est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux assemblées générales par son conjoint ou par un autre actionnaire.

La procuration donnée pour se faire représenter à une assemblée par un actionnaire est signée par celui-ci et indique son nom, prénom usuel et domicile.

Elle peut désigner nommément un mandataire qui n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.

Le mandat ne vaut que pour une seule assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, tenues le même jour ou dans un délai de quinze jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

ARTICLE 24 Présidence - bureau de l'assemblée

Les assemblées sont présidées par le président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

En cas de convocation par les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 25 Feuille de présence

A chaque assemblée, est tenue, dans les conditions prévues par la loi, une feuille de présence dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, et certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

ARTICLE 26 Ordre du jour

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toutefois, un ou plusieurs actionnaires, représentant la fraction du capital social exigée par la loi, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question si elle n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation ou en cas de prorogation.

ARTICLE 27 Procès Verbaux

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, tenu au siège social, côté et paraphé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le président du Conseil ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

ARTICLE 28 Assemblée Générale Ordinaire

L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau dans les formes et délais ci-dessus prévus : cette convocation rappelle la date de la première réunion.

L'assemblée générale réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actions représentées, mais ses délibérations ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés .

Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

L'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de quorum et de majorité visées à l'article ci-dessus exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

ARTICLE 29 Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts dans toutes leurs dispositions les modifications, quelles qu'elles soient, autorisées par la loi.

Elle peut également décider l'augmentation du capital, de quelque manière que ce soit, sous réserve des conditions spéciales de quorum et de majorité ci-après précisées.

Elle ne peut, en aucun cas, si ce n'est à l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ceux-ci, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut, sur première convocation, délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau selon les mêmes formes et dans les délais ci-dessus prévus. Sur cette deuxième convocation, l'assemblée délibère valablement si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première assemblée.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus. L'assemblée prorogée est convoquée dans les formes et délais ci-dessus prévus ; elle ne délibère valablement et seulement sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire statuant sur une proposition tendant à augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, délibère valablement :

- sur première convocation, si les actionnaires présents ou représentés possèdent le quart au moins des actions ayant droit de vote,
- sur une seconde convocation, quel que soit le nombre des actions représentées.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut décider une augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions qu'à l'unanimité des actionnaires réunissant la totalité des actions composant le capital, à moins que cette augmentation de capital ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Pour le calcul du quorum et de la majorité, les voix des actionnaires votant par correspondance sont prises en compte dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

TITRE VI
Année Sociale - Bilans

ARTICLE 30 Exercice Social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 31 Comptes Annuels

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, ainsi que le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il établit également le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

TITRE VII
Partage des Bénéfices

ARTICLE 32 Partage des Bénéfices

Le bénéfice de l'exercice est constitué par les produits de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales de la société, y compris tous amortissements et provisions.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde, diminué comme il vient d'être dit et augmenté, si l'assemblée générale en décide ainsi, du report à nouveau bénéficiaire et de prélèvements sur les réserves dont elle a la disposition, sous déduction de sommes reportées à nouveau par ladite assemblée ou portées par elle à un ou plusieurs fonds de réserve est reparti aux actions sans distinction.

L'assemblée générale a la facture d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.

TITRE VIII
Dissolution - Liquidation

ARTICLE 33 Perte de la moitié du capital social

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

En cas de continuation d'activité, le capital doit être, dans le délai prévu par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 34 Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des administrateurs.

Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé à rembourser le capital nominal des actions ordinaires.

Le surplus sera réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

La clôture de la liquidation est publiée conformément à la loi.

TITRE IX
Contestations

ARTICLE 35 Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.